

DISPOSITIONS GENERALES

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1.- DEFINITION DES TRAVAUX.....	3
1.1. - OBJET DU MARCHÉ	3
1.2. - OUVRAGES EXISTANTS.....	3
1.3. - TRAVAUX A REALISER.....	3
1.4. - ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 2. - TRANCHES ET PHASES D'EXECUTION DES TRAVAUX	3
2.1. - TRANCHES	3
2.2. - PHASES	4
ARTICLE 3. - VARIANTE.....	4
ARTICLE 4. - DOCUMENTS	5
4.1. - DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHÉ	5
4.2. - PLANS JOINTS AU MARCHÉ	6
4.3. - PIEC	6
4.3. - AUTRES DOCUMENTS JOINTS AU MARCHÉ	6
4.4. - PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ	6
4.5. - ACCEPTATION DES DOCUMENTS.....	8
ARTICLE 5. - ACCES DES PERSONNELS.....	8
ARTICLE 8. - PREVENTION SUR LA ZONE AERONAUTIQUE.....	9
ARTICLE 9. - CONTROLE TECHNIQUE	9
ARTICLE 10. - COORDINATION SPS	9
ARTICLE 11. - ESSAIS ET CONTROLES	9
ARTICLE 12. - PROTECTION INCENDIE.....	9
ARTICLE 13. - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION.....	9
13.1. - EMPLOI DES EXPLOSIFS	10
13.2. - SOLS POLLUES.....	10
13.3. - AMIANTE	10
ARTICLE 16. - MISE EN ŒUVRE DE SOURCES DE CHALEUR.....	11
ARTICLE 17. - MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX	11
ARTICLE 18. - NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES.....	11
18.1. - PENDANT LES TRAVAUX.....	11
18.2. - A LA FIN DES TRAVAUX.....	11
ARTICLE 19. - NUMEROTATION ET DESIGNATION DES LOCAUX	11
ARTICLE 20. - QUALITE DU CHANTIER.....	11
ARTICLE 21.- GESTION DES DECHETS.....	12
ARTICLE 22. - INSTALLATION DE CHANTIER, ACCES ET FONCTIONNEMENT.....	12
22.1. - ACCES AU DOMAINE MILITAIRE	12
22.2. - INSTALLATIONS PROVISOIRES.....	13

22.3. - INSTALLATIONS ET BUREAUX DE CHANTIER	13
22.5. - CLOTURE ET PROTECTION DU CHANTIER	15
22.10. - CONSERVATION DU DOMAINE MILITAIRE.....	16
22.11. - EVACUATION DES MATERIAUX.....	16
22.12. - STOCKAGE	16
ARTICLE 23. - PERMIS DE CONSTRUIRE.....	16

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1.- DEFINITION DES TRAVAUX**1.1. - Objet du marché**

Le présent C.C.T.P a pour but de définir les travaux nécessaires afin de pouvoir accueillir, dans le bâtiment 0100 du CES DE ROSE, les Hélicoptères Nouvelles Générations (HNG) sur la PFA de De Rose au profit du 4^{ème} RHFS.

1.2. - Ouvrages existants

Le bâtiment 100 concerné par la présente opération est situé sur la plateforme aéroportuaire de PAU, dans le quartier « CES DE ROSE ». Construit en 1982 et restructuré en 2004, le bâtiment 100 accueille les bureaux de l'EOS3 ainsi que le hangar de remisage et de maintenance des hélicoptères CARACAL et dans l'avenir des hélicoptères CAIMAN.

La zone concernée par les travaux se situe dans le hangar du bâtiment. Son accès se fait depuis la plateforme aéroportuaire du quartier « CES DE ROSE ».

1.3. - Travaux à réaliser

L'opération prend en compte les travaux indispensables afin d'accueillir, au 4^{ème} RHFS, les premiers Hélicoptères de Nouvelles Générations (CAIMAN) de la formation dans le bâtiment 0100.

Le marché a été découpé en deux (2) tranches.

Il regroupe, de manière non exhaustive, les travaux de :

Pour la tranche Ferme :

- démolition de la fosse existante et reconstitution d'une plateforme identique à l'existante ;
- réalisation d'une zone de stockage fermée par des panneaux grillagés rigides, d'une surface de 500 m². Cette zone de stockage sera accessible avec un chariot élévateur ;
- réalisation d'un marquage au sol au standard Hélicoptères de Nouvelles Générations (HNG) et la mise en œuvre de butées d'arrêt pour limiter le déplacement des hélicoptères lors des manœuvres de remisage ;
- délimitation de l'emplacement des matériels de servitudes (échelles, plateformes, moyens de lutte contre l'incendie...) par un marquage au sol ;
- adaptation de l'installation réseau 400Hz par la mise en place de convertisseurs adaptés pour pallier aux besoins énergétiques à la maintenance de cinq hélicoptères ;
- mise en œuvre d'une détection incendie autonome dans la zone de remisage des HNG.

Pour la tranche Optionnelle :

- mise en place d'un pont-roulant, d'une capacité de 2T, pour assurer les travaux de maintenance des hélicoptères sur un plot.

1.4. - Allotissement

Sans objet.

ARTICLE 2. - TRANCHES ET PHASES D'EXECUTION DES TRAVAUX**2.1. - Tranches**

Le marché a été découpé en deux (2) tranches et de façon indicative en sections techniques.

Durée des travaux de la Tranche Ferme : 3 mois de Période de Préparation et 4 mois de travaux.

La Tranche Ferme sera réalisée en 2 phases.

Durée des travaux de la Tranche Optionnelle : 3 mois de Période de Préparation et 3 mois de travaux.

Le CCTP comportera 8 sections techniques définies ci-après :

Tranche	N° des ST	Objet des ST
Tranche Ferme	1	Démolition de la fosse existante
	2	VRD : reconstruction de la plateforme
	3	Cloisonnement : réalisation d'une zone de stockage fermée
	4	Peinture : réalisation d'un marquage au sol
	5	Métallerie : mise en œuvre de butées d'arrêt
	6	Electricité : adaptation de l'installation réseau 400Hz
	7	SSI : mise en œuvre d'une détection incendie autonome
Tranche Optionnelle	8	Mise en place d'un pont-roulant

2.2. - Phases

Afin de permettre au 4[°]RHFS d'assurer la maintenance des hélicoptères et de permettre le remisage à minima de trois appareils dans le bâtiment, la tranche ferme sera réalisée en deux (2) phases décomposées comme suit :

-Phase 1 : travaux sur la partie Est du hangar – Durée des travaux : 3 mois,

-Phase 2 : travaux sur la partie Ouest du hangar – Durée des travaux : 1 mois.

Une mise à disposition sera effectuée entre les deux phases.

Le déplacement des hélicoptères ainsi que du matériel de servitude sera réalisé par le régiment.

Phase	Phasage	Objet des ST
Tranche Ferme	Phase 1	Démolition de la fosse existante
	Phase 1	VRD : reconstruction de la plateforme
	Phase 1	Cloisonnement : réalisation d'une zone de stockage fermée
	Phase 1	Peinture : réalisation d'un marquage au sol, hangar Est
	Phase 2	Peinture : réalisation d'un marquage au sol, hangar Ouest
	Phase 1	Métallerie : mise en œuvre de butées d'arrêt, hangar Est
	Phase 2	Métallerie : mise en œuvre de butées d'arrêt, hangar Ouest
	Phase 1	Electricité : adaptation de l'installation réseau 400Hz *
	Phase 1	SSI : mise en œuvre d'une détection incendie autonome, hangar Est
	Phase 2	SSI : mise en œuvre d'une détection incendie autonome, hangar Ouest*

* Les travaux d'adaptation de l'installation réseau 400Hz et la détection incendie sont envisagés d'être réalisés dans le cadre de la phase 1. Avant le début de ces travaux dans le hangar Ouest, l'entreprise avisera l'utilisateur afin de lui permettre de retirer les hélicoptères situés au droit des travaux. L'entreprise mettra en œuvre les moyens de protection adaptés pour isoler la zone d'intervention (barrières, signalétiques...).

ARTICLE 3. - VARIANTE

Sans objet.

ARTICLE 4. - DOCUMENTS**4.1. - Documents techniques applicables au marché**

- le présent CCTP,
- les documents énoncés dans l'article 2 du CCAP,
- les documents publiés par le CSTB et relevant de la procédure de l'avis technique : cahiers et avis techniques,
- les normes, prescriptions, recommandations, éditées par l'AFNOR, les différents ministères et leurs services techniques (CETE, STBA, SETRA...) en vigueur à la date de remise de l'offre,
- l'ensemble DTU en vigueur au jour de l'exécution des travaux.

Normes :

Normes françaises et U.T.E. de la classe C, en particulier :

- La NF C 20- 010,
- La NF C 15-100 et ses additifs publiés par l'Union Technique de l'Electricité (U.T.E.) sous le titre "installations électriques à basse tension - Règles",
- Règles d'établissement, d'exploitation et d'entretien des circuits et des installations électriques de sécurité des immeubles (arrêté du 10 novembre 1976, J.O. du 1er décembre 1976) ;
- Norme NF S61-930 fixant les règles d'installation de CMSI ;
- Norme NF C32-070 ; Essais de classification des conducteurs et câbles du point de vue de leur comportement au feu.

Protection anti corrosion par peinture :

NF T 34 555 ;
NF EN ISO 12 944 (sept 98) ;
NF P 24 – 351 ;
DTU 59.1 application.

Ciments et bétons :

Les prescriptions générales relatives aux constituants et à la mise en œuvre des ciments et bétons y compris les vérifications seront conformes à l'EC2.

Le chantier est classé dans la catégorie A au sens du DTU n° 21, chapitre 3.

Les caractéristiques minimales du béton seront conformes à la NF EN 1992-1-1 (octobre 2005) :

- Eurocode 2 - Calcul des structures en béton – SECTION 3.1.2 RESISTANCE

Les éléments préfabriqués en béton armé ou en béton précontraint doivent être justifiés par un avis technique en cours de validité ou un organisme agréé.

Produit en acier :

Les ouvrages du présent marché seront réalisés conformément aux spécifications et aux prescriptions en vigueur, notamment :

- EUROCODE 3 (NF EN 1993), « Calcul des structures en acier » ;
- EN 1090, « Exécution des structures en acier » ;
- NF EN 10027, « Système de désignation des aciers » ;
- NF EN 10025 (NF A35-501), « Produits laminés à chaud en aciers de construction » ;
- D.T.U. 32.1 (DTU P22-201) : Construction métallique : Charpente en acier ;
- Norme NF P 22-201-1 : Charpente en acier.

Charges d'exploitation :

Elles seront déterminées conformément à l'Eurocode 1.

Charges permanentes :

Elles seront conformes à l'Eurocode 1.

Règles de calcul :

Le calcul des ouvrages, à la charge de l'entrepreneur, sera effectué suivant la réglementation des Eurocodes en tenant compte :

- de la durée d'utilisation du projet : durée de vie indicative 30 ans ;
- des vibrations et efforts induits lors de l'utilisation du pont roulant ;

Le titulaire se rapprochera du fournisseur du pont roulant pour récupérer, pendant la période de préparation, les informations nécessaires à ses calculs.

Notes de calculs :

Feront l'objet de notes de calculs à présenter au visa du maître d'œuvre :

- le dimensionnement des ouvrages définitifs faisant partie de la présente section y compris les fondations en tenant compte des charges définies par combinaison des charges définies par l'EC1 ;
- la vérification par le calcul des flèches.

Les notes de calcul présentées au maître d'œuvre devront présenter toutes les informations nécessaires à leur bonne compréhension :

- hypothèses ;
- méthodes de calcul et coefficients de sécurité retenus ;
- règlements appliqués.

Si les calculs ont été réalisés à l'aide d'un logiciel, ils pourront être présentés en sortie machine avec une fiche explicative indiquant le type de logiciel utilisé et les renseignements indiqués ci-dessus.

4.2. - Plans joints au marché

Les plans sont au nombre de 04 dont l'inventaire est défini ci-dessous :

Numéro	Intitulé
Plan N°01	01-PLAN DE SITUATION ET PLAN DE MASSE
4.3. Plan N°02	02-PLAN HANGAR-ETAT ACTUEL
Plan N°03	03-PLAN HANGAR-ETAT FUTUR
- Plan N°04	04-PLAN RESEAUX-ETAT ACTUEL et FUTUR

NB : Ces plans sont fournis à titre indicatif et sont des plans de principe. Certains détails n'y figurent pas. Les descriptions et détails techniques du C.C.T.P, même s'ils ne sont pas mentionnés sur les plans, sont à réaliser par l'entrepreneur sans restriction. La période de préparation permettra les mises au point nécessaires en prévision du but à atteindre.

c

4.3. - Autres documents joints au marché

Annexe au CCTP :

- le PGC ;
- le RICT ;
- l'étude de sol - dossier N° 25RP523V du 12032025 (OPTISOL) ;
- la reconnaissance structurelle de la dalle ;
- la reconnaissance structurelle de la fosse ;
- le rapport de pollution de sols,
- le rapport recherche amiante et HAP du bâtiment 100
- le rapport recherche amiante et HAP sur enrobés entre le poste de transformation et bâtiment 0100 ;
- le cahier des normes graphiques du SID ;

Autres documents :

- les DPGF Tranche ferme et tranche optionnelle,
- la page de garde de la DDED, DPGF, CCTP et mémoire technique
- l'attestation de visite des lieux,
- les pièces administratives,
- le cadre du mémoire technique
- tableau des marques.

4.4. - Pièces à fournir par le titulaire du marché

Pendant la période de préparation :

Tous les documents demandés par le Moe pendant la phase préparation du chantier :

- les demandes pour les autorisations d'accès des personnels (à faire au tout début de la PP),
- habilitations (laissez-passer, véhicules...),
- le programme d'exécution des travaux,
- l'échéancier prévisionnel des dépenses mensuelles,
- le plan d'organisation HSCT à rédiger avec le coordonnateur SPS et le responsable sécurité du site,
- les mesures d'hygiène et de sécurité du chantier,
- la déclaration d'ouverture de chantier,
- la fourniture des attestations d'assurance,
- les documents nécessaires à l'agrément des sous-traitants,
- les notes de calculs et études de détails,

- les plans d'exécution,
- les échantillons et documentations de tous les matériels mis en place et matériaux mis en œuvre,
- les dessins d'exécution et schémas de détail des installations,
- les avis techniques sur les matériaux et procédés,
- etc, ...

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée par le maître d'œuvre.

La non remise de ces documents au maître d'œuvre entraînant un décalage du début des travaux jusqu'à la validation des documents.

En cours de chantier :

L'entrepreneur soumettra à l'avis du maître d'œuvre, les documents et échantillons suivants (les documents papier seront fournis en 3 exemplaires au Moe et 1 exemplaire au Contrôleur Technique avec un bordereau d'envoi) :

- notes de calculs,
- plans de détails,
- plans de réservation,
- avis techniques,
- documentations commerciales et techniques,
- échantillon des matériels,
- rapport et PV d'essai d'usine et de laboratoire,
- les bons de livraison des matériaux précisant la provenance des matériaux (carrière d'origine...),
- les documents et certificats,
- les résultats des contrôles,
- les essais,
- tous les plans d'attachement cotés et détaillés de la totalité des ouvrages cachés ou enterrés tels que réalisés ou découverts.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée par le maître d'œuvre en cours de travaux.

La non remise ou le refus de visa du maître d'œuvre entraînant un arrêt du chantier jusqu'à la validation des documents.

Après achèvement des travaux :

En complément de l'article 40 du C.C.A.G., il sera fourni au maître d'œuvre, pour la réception, un Dossier d'Ouvrages Exécutés (DOE) en 1 exemplaire sous support papier et sur support informatique, de type clé USB, sous fichiers « .PDF » comprenant au minimum :

- les rapports d'essais, de contrôle et de mesures ;
- les procès-verbaux de vérification ;
- les déclarations de conformité ;
- les notices d'entretien et de fonctionnement des divers appareils et équipements divers ;
- l'ensemble des Fiches Techniques des divers appareils et équipements divers installés ;
- les notices techniques et les nomenclatures des pièces de tous les matériels et matériaux par section technique ainsi que le fichier pivot nécessaire pour l'incrémentation des données sur le logiciel du service « GTP ». Le fichier sera donné lors de la réunion de préparatoire avec le Moe qui sera réalisé avant le début de la période de préparation;
- les plans des ouvrages réalisés en version papier, .pdf et en fichier. dgn ou .dwg compatible avec microstation et conforme à la charte graphique du service ;
- le plan de recollement des ouvrages réalisés sur le plan de masse de quartier CES DE ROSE d'après la charte du service en version papier, .pdf et en fichier. dgn ou .dwg compatible avec microstation. Celle-ci sera donnée lors de la réunion préparatoire avec le Moe qui sera réalisé avant le début de la période de préparation. Les éléments attendus sont à minima :
 - les notes de calcul mises à jour ;
 - le nombre d'heures travaillées sur le chantier pour permettre au maître d'œuvre d'établir des statistiques ;
 - Les PV d'essais et les certificats de conformité des matériels (leur absence fait obstacle à la réception des travaux);
- les bordereaux de suivi des déchets générés par le chantier.

Cette liste n'est pas exhaustive et d'autres documents pourront être demandés par le maître d'œuvre. Les éléments (présentation et organisation) constituant le DOE seront donnés lors de la réunion préparatoire avec le Moe qui sera réalisé avant le début de la période de préparation. Le nombre et les versions (papier et informatique) à produire sont définis dans le CCAP.

A minima, les éléments du DOE seront présentés et organisés par rubrique (plans exécution, plans de recollement, fiches techniques des équipements, notice d'entretien, fiche des matériaux, BSD, garantie, PV, certificat, ...).

Un sommaire général identifiera par numéro et par libellé chaque rubrique du DOE. Toutes les pages du DOE seront numérotées.

Chaque rubrique sera identifiée par un intercalaire d'une couleur différente et identifiée par un numéro et son libellé. Un sommaire sera présenté en début de chaque rubrique. Le sommaire identifiera par rubrique la liste des éléments s'y trouvant et les numéros de page s'y référant.

4.5. - Acceptation des documents

L'entrepreneur est chargé de l'établissement des documents cités dans les articles précédents. Ceux-ci devront comporter tous les éléments nécessaires à leur bonne compréhension et exploitation par la maîtrise d'œuvre. En particulier, les dessins, plans, notes de calculs... devront comporter tous les détails et références nécessaires à leur parfaite compréhension.

La maîtrise d'œuvre se réserve les délais fixés au C.C.A.P. à compter de la date de réception des divers documents pour faire connaître son acceptation ou ses réserves. Il est précisé à l'entrepreneur que l'acceptation de certaines pièces pourra être subordonnée à la production de documents supplémentaires.

La maîtrise d'œuvre pourra demander à l'entrepreneur des explications sur les divers documents et d'apporter à ceux-ci des modifications jugées utiles.

Une fois visés, les divers documents ne pourront plus recevoir de modification sans autorisation écrite.

ARTICLE 5. - ACCES DES PERSONNELS

L'accès au site est conditionné pour tous les personnels de l'entreprise titulaire et des sous-traitants à l'autorisation de l'administration.

Pour se faire, le titulaire et les sous-traitants renseigneront et produiront, sur la base du modèle donné par l'administration, pour chaque personnel une fiche de contrôle élémentaire (modèle SOPHIA) accompagnée d'une photocopie lisible recto et verso de la carte d'identité nationale ou du passeport.

Il sera demandé pour l'ensemble des personnels au tout début de la PP, 1 fichier informatique par personnel comprenant :

- l'original de la fiche SOPHIA renseignée non signée en version .pdf,
- la demande SOPHIA signée en version.pdf,
- la photocopie de la carte d'identité recto-verso.

L'autorisation ou le refus d'accès de l'administration sera donné pour chaque personne présentée. En cas de refus, la personne ciblée ne pourra pas intervenir sur site.

A charge et au frais de l'entreprise de proposer une autre personne en fournissant tous les documents pour la demande d'autorisation d'accès.

ARTICLE 6.- VISITE PREALABLE DES LIEUX

L'entreprise doit impérativement avoir réalisé une visite préalable des lieux avant de remettre son offre.

Cette visite, organisée par le maître d'œuvre, doit permettre à l'entreprise d'apprécier exactement l'ensemble des conditions pour la réalisation des travaux.

Ainsi, lui seront parfaitement connus : (liste non exhaustive)

- le site et ses sujétions propres (*difficultés éventuelles d'accès, ...*) ;
- les modalités d'accès par les voiries existantes ;
- la nature des travaux à réaliser ;
- les contraintes relatives aux infrastructures existantes ;
- les contraintes relatives aux exigences opérationnelles des unités ;
- les possibilités de circulation et de stationnement ;
- les possibilités de chargement et de stockage provisoire sur le site.

ARTICLE 7.- CONSTAT D'HUISSIER

L'entrepreneur sera tenu, lors de la période de préparation, de réaliser un constat d'huissier d'entrée, sur la zone des travaux et des installations de chantier, de l'entrée du site depuis le domaine public jusqu'à la zone des travaux et des bâtiments proches de ces zones.

L'ensemble des façades des bâtiments et des surfaces horizontales accolés à la zone des travaux seront à prendre en compte dans le PV.

Un constat de sortie sera réalisé par un huissier à la fin des travaux.

Toutes dégradations durant la période des travaux devront être reprises aux frais de l'entreprise.

A prévoir pour chaque tranche.

ARTICLE 8. - PREVENTION SUR LA ZONE AERONAUTIQUE

L'accès à la zone de chantier impose une incursion dans la zone aéroportuaire du site. Par conséquent, l'accès à la zone de chantier est conditionné par une formation incursion de piste. L'ensemble des personnels seront tenus de suivre cette formation d'une durée de 30 minutes :

Cette formation concernera aussi bien le titulaire du marché que ces éventuels cotraitants et sous-traitants.

Cette formation sera dispensée par l'administration.

ARTICLE 9. - CONTROLE TECHNIQUE

Les prestations du marché entrant dans le champ d'application obligatoire de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le marché de contrôle technique est attribué à l'entreprise ANCO. Le rapport initial de solidité ainsi que le RICT sont joints en annexe.

Les missions du contrôleur technique se composent des missions de base suivantes :

- Mission LP : Portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables et dissociables.
- Mission STI : Portant sur la sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels.
- Mission AV : portant sur la stabilité des avoisinants.
- Mission PS : Portant sur la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes.

Les missions du contrôleur technique se composent de mission complémentaire suivante :

-Mission VIEL: relative à la vérification initiale prévue à l'article R. 4226-14 du code du travail. Cette mission est définie dans l'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

ARTICLE 10. - COORDINATION SPS

La société DEKRA réalisera la coordination SPS de catégorie 2.

Le PGC est joint en annexe du présent CCTP.

ARTICLE 11. - ESSAIS ET CONTROLES

Les conditions dans lesquelles sont réalisées les essais de contrôle et les épreuves sont définies au marché et aux articles 24 et 38 du C.C.A.G.

La nature des envois et contrôles est définie dans le CCTP.

ARTICLE 12. - PROTECTION INCENDIE

Vis à vis des règlements de sécurité contre les risques d'incendie, le bâtiment est classé par l'arrêté du 05/08/92 du Code du travail dans la famille des établissements à construire ou à transformer dont le dernier niveau est à moins de 8 m du sol.

ARTICLE 13. - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION

L'entrepreneur :

- Est réputé avoir pris connaissance de l'énoncé des travaux de toutes les sections techniques et en avoir tenu compte dans l'établissement de son prix forfaitaire (toutes incidences comprises) ;
- Doit tout détail d'exécution non expressément décrit dans les pièces du marché mais nécessaire au parfait achèvement de l'ouvrage en application du C.C.T.G. et des règles de l'art est réputé inclus dans son prix forfaitaire ;
- Doit prendre toutes les mesures utiles pour assurer à ses frais et en fonction des besoins du chantier l'alimentation normale en eau et en force électrique ;
- Est chargé de toutes les démarches nécessaires à l'avancement des travaux et, en tout état de cause, il ne peut arguer de difficultés à ce sujet pour justifier d'un retard sur les travaux ;
- Doit tenir compte des diverses servitudes inhérentes aux infrastructures existantes, à savoir assurer la libre circulation des personnes en toute sécurité aux abords du bâtiment et de la zone des travaux ;

- Doit remettre une offre dont le prix annoncé intègre la fourniture, le transport, la main d'œuvre, la pose, le raccordement, le réglage, l'exécution de tous les travaux annexes nécessaires au fonctionnement et à la parfaite finition des ouvrages et des installations ;
- Doit exécuter, comme prévu dans son offre, tous les travaux nécessités par sa profession et indispensables à l'achèvement complet des ouvrages ;
- Ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions à son offre puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux nécessaires, ne fassent l'objet d'une demande d'augmentation de prix ou de prolongation de délais ;
- Réalisera les travaux conformément aux plans fournis dans le dossier de consultation ;
- Sait que les plans sont donnés à titre purement indicatifs. Il appartiendra à l'entrepreneur de s'assurer des dimensions et implantations des ouvrages existants, des tenants et aboutissants des réseaux. Il appartiendra également à l'entrepreneur de vérifier et dimensionner les ouvrages objets des travaux à réaliser (éléments de structure, gaines et réseaux...) ;
- Sait que les consignations et adaptations de réseaux nécessaires à l'exécution des travaux seront tacitement comprises au marché ;
- Sait que tous les ouvrages ou équipements actuels ne figurant pas sur les plans « état futur » ou n'ayant aucune utilité dans le fonctionnement des installations définitives seront démolis ou déposés au titre du présent marché ;
- Sait que l'étendue précise des travaux de démolition et de dépose, pour chaque section technique, sera évaluée par lui lors de la visite des lieux.

13.1. - Emploi des explosifs

L'emploi d'explosifs est interdit par le maître d'œuvre.

13.2. - Sols pollués

Il n'a pas été repéré de sols pollués dans le cadre des futurs travaux à réaliser.
Le diagnostic de sols pollués est joint en annexe du présent CCTP.

13.3. - Amiante

Il n'a pas été repéré d'amiante dans le cadre des futurs travaux à réaliser.
Les différents diagnostics amiante sont joints en annexe du présent CCTP.

- Diagnostic amiante et HAP sur les enrobés du hangar.
- Diagnostic amiante et HAP sur les enrobés entre le poste de transformation et le bâtiment 0100.

ARTICLE 14.- PREVENTION DU RISQUE PYROTECHNIQUE

Du fait que les travaux à réaliser ne se trouvent pas dans les zones ayant fait l'objet de bombardements ou d'activités pyrotechniques ou sur la zone de découverte fortuite d'un obus en 2006 et du fait que la zone d'implantation du projet a été fortement remaniée dans son ensemble après la 2nd guerre mondiale, la commission d'évaluation du risque pyrotechnique (CERP) conclut dans son rapport du 30 avril 2024 que le risque pyrotechnique est très faible et qu'une découverte serait fortuite pour ces travaux.

Néanmoins, les membres de la commission demandent que les mesures de précaution suivantes soient mises en œuvre dans le cadre des travaux :

- l'aspect du risque pyrotechnique sera inséré dans le Plan Général Coordination (PGC) en matière de sécurité et de protection de la santé ainsi que dans Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- une surveillance visuelle de la zone en cours de terrassement sera réalisée par un opérateur durant toutes les prestations intrusives ;
- en cas de découverte fortuite, une demande d'intervention du GrIN-23.565 de CAZAUX sera demandée.

ARTICLE 15.- PANNEAUX DE CHANTIER

Le titulaire doit un panneau de chantier conformément à la réglementation en vigueur.

L'entrepreneur titulaire fera apposer un panneau de chantier indiquant le maître d'ouvrage pour le compte de qui les travaux sont exécutés, les noms, qualités et adresse du maître d'œuvre, le nom et l'adresse de l'inspecteur du travail chargé du contrôle de l'établissement, le SPS ainsi que le titulaire et ses différents sous-traitants.

Le titulaire du marché doit la fourniture et la mise en place d'un panneau de chantier de dimensions minimum 2,80 x 2,50 m, Il sera installé devant l'entrée de la zone militaire (rond-point wright) et sera visible du domaine public.

Une maquette sera soumise au visa du maître d'œuvre avant la réalisation du panneau définitif. Le panneau sera posé à l'entrée de la zone de la Plateforme aéronautique. En fin de chantier, le panneau sera déposé par le titulaire.

ARTICLE 16. - MISE EN ŒUVRE DE SOURCES DE CHALEUR

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleurs mobile (chalumeau, lampe à souder...) devra être précédée de la remise au maître d'œuvre d'une fiche indiquant :

- la nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer ;
- les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie ;
- les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation du maître d'œuvre.

Un extincteur adapté sera placé en permanence à proximité de la zone d'intervention et l'arrêt de travail par point chaud se fait **deux heures** avant la fin d'intervention.

ARTICLE 17. - MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

En cas d'erreur ou d'insuffisance de côtes, de données, l'entrepreneur devra en référer au maître d'œuvre qui fera lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires. L'entrepreneur sera seul responsable des erreurs qu'il aurait constatées et non dénoncées aux intéressés ainsi que les modifications qu'entraîneraient, pour lui, un oubli ou l'inobservation de cette clause.

L'entrepreneur sera tenu d'étudier avant tout commencement d'exécution, tous les documents remis par les sous-traitants, fournisseurs et maître d'œuvre pour l'exécution des ouvrages. Il devra signaler les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation et l'usage auxquels sont destinés les ouvrages. Il devra l'observation rigoureuse des règles de l'art.

ARTICLE 18. - NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES**18.1. - Pendant les travaux**

Tout titulaire à la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception de l'ensemble.

La protection doit tenir compte des interventions des autres corps d'état sur ou à proximité immédiate des ouvrages concernés.

Pour ce qui concerne le nettoyage final avant réception :

- tout titulaire doit l'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place et le nettoyage des ouvrages ou équipements qui étaient protégés,
- le titulaire du marché doit le balayage et le lavage des locaux,
- le titulaire du marché doit le nettoyage des abords.

Le titulaire du marché est responsable vis à vis du maître d'œuvre de la bonne exécution de l'ensemble des prescriptions du présent article.

18.2. - A la fin des travaux

Lors des Opérations Préalables à la Réception (OPR), le titulaire devra avoir entièrement terminé l'ensemble du chantier (évacuation de l'installation de chantier, nettoyage général sur le bâtiment et tous les abords, le matériel installé sera protégé jusqu'aux OPR avant de faire les essais).

Lors des OPR, le titulaire devra prévoir la fourniture de tous les matériels nécessaires aux tests (luxmètre, test déclenchement différentiel, ...). Tous les titulaires seront convoqués afin de remédier aux petits détails d'imperfections.

Le titulaire du marché devra le nettoyage complet de l'ensemble du bâtiment ainsi que des abords à la fin des travaux et avant les Opérations Préalables à la Réception. Le nettoyage du bâtiment et des abords est à la charge du titulaire jusqu'à la prise en compte du bâtiment et des abords soit jusqu'à la fin de la levée de l'ensemble des réserves. Le bâtiment et les abords seront livrés au Moe dans un état de nettoyage parfait. Le client devra pouvoir prendre en compte le bâtiment sans devoir reprendre le nettoyage.

ARTICLE 19. - NUMEROTATION ET DESIGNATION DES LOCAUX

Sans objet.

ARTICLE 20. - QUALITE DU CHANTIER

L'ensemble des matériaux, équipements et autres à mettre en place sur le chantier devra obligatoirement être visé par le maître d'œuvre.

L'ensemble des finitions nécessaires au parfait achèvement des travaux, même si elles ne sont pas demandées explicitement dans chaque section technique, font partie du forfait. Une attention particulière sera accordée à chaque détail.

Au cours des réunions de chantier, le maître d'œuvre et le titulaire fixeront d'un commun accord les points d'arrêt où la présence du maître d'œuvre est indispensable pour le bon déroulement du chantier.

ARTICLE 21.- GESTION DES DECHETS

Le code de l'environnement, art L.541-1 et L125-1, impose à tout producteur de déchets de mettre en place et de tenir à jour un registre des déchets qu'il génère au travers de ses activités.

Le titulaire ainsi que ses sous-traitants s'engagent, pour l'intégralité des travaux, à respecter et mettre en place une procédure de tri et de suivi des déchets. Le titulaire prend à sa charge toute suggestion de tri et d'enlèvement de déchets de chantier, y compris les frais de transport, de stockage et de retraitement

Pour la remise de son offre chaque candidat est réputé avoir :

- estimé la quantité de déchets produits ;
- consulté le plan d'élimination des déchets du BTP du département dans lequel se trouve le chantier (afin de repérer les sites de traitement, de stockage, de recyclage) ;
- prévu les coûts de tri sur chantier, collecte sur chantier, transport, stockage, tri (en centre), traitement des produits (pour ceux recyclables) et la mise en décharges réglementaires des déchets ;
- pris en compte qu'il devra produire les bordereaux de suivi des déchets générés par le chantier.

Les déchets issus des travaux seront évacués et traités en fonction de leur nature et au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Le titulaire devra mettre en place les bennes adaptées au tri des déchets générés par ses prestations et les installations de chantiers.

Aussi l'entrepreneur, dans le cadre de la gestion des déchets, s'attachera à prévenir et à réduire la production et la nocivité des déchets, à hiérarchiser les modes de traitement consistant à privilégier par ordre d'importance la réutilisation, le recyclage, la valorisation et l'élimination des déchets ; cette gestion se fera sans mise en danger de la santé humaine et sans nuire à l'environnement.

Les matériaux issus des travaux seront conduits par l'entrepreneur à une décharge agréée, en fonction de leur classement et de leur dangerosité ; le transport sera organisé de façon à limiter les distances et le volume. Aucun déchet ne pourra être éliminé sur place.

Pour ce faire, les travaux ne seront considérés comme terminés et par conséquent, ne pourront être réceptionnés que lorsque la zone des travaux et la zone des installations de chantier seront dépourvues de tous matériaux et autres gravats.

Dans le DOE, au sein d'une rubrique identifiée par déchets générés par le chantier, l'entrepreneur remettra au maître d'œuvre tous les bons d'enlèvement et les bordereaux de suivi des déchets issus de l'opération. La nature, la quantité et le mode d'élimination des déchets générés par l'opération devront être précisés de manière à en assurer la traçabilité.

La traçabilité des déchets se fera par la fourniture systématique des bordereaux de suivi des déchets (BSD). Les BSD seront à initier par l'entreprise sur le site « TrackDéchets ».

Le titulaire prendra aussi en compte les déchets générés par les terrassements et fouilles.
Aucun déchet ne sera brûlé sur chantier.

ARTICLE 22. - INSTALLATION DE CHANTIER, ACCES ET FONCTIONNEMENT

Le titulaire du marché doit prendre en compte l'ensemble des dispositions citées dans le PGC du coordonnateur SPS.
Il assurera à ses frais et pendant toute la durée du chantier, les installations de chantier.

22.1. - Accès au domaine militaire

Le chantier se situe dans une zone appartenant au ministère des Armées donc son accès est soumis à autorisation.

A cet effet, le titulaire du marché adressera au maître d'œuvre, pendant la période de préparation, la liste des personnels et véhicules qui interviendront sur le chantier pour l'établissement des laissez-passer dans les conditions prévues dans le CCAP et à l'article 5 des présentes Dispositions Générales.

22.2. - Installations provisoires

Le titulaire prendra toutes les mesures utiles pour assurer à ses frais et en fonction des besoins du chantier, les alimentations générales :

- en eau,
- en électricité,
- en téléphone.

Les dispositions concernant les raccordements sur les réseaux extérieurs divers sont précisées dans le CCAP.

22.3. - Installations et bureaux de chantier

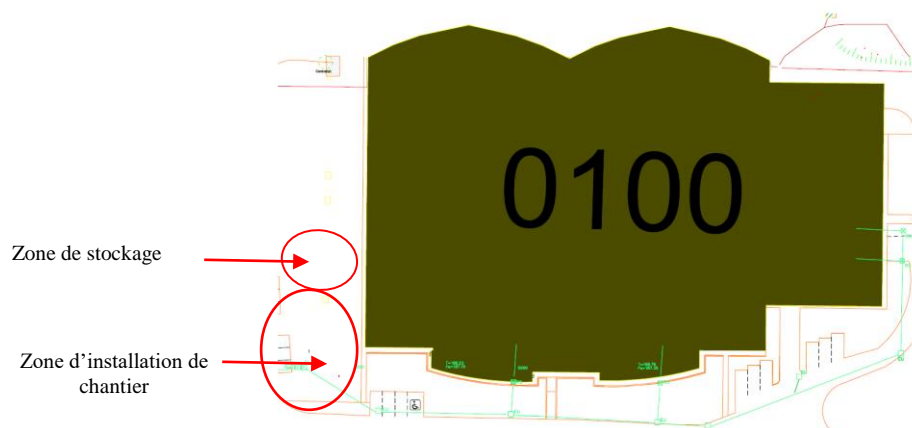
Il appartiendra au titulaire de réaliser les ouvrages provisoires nécessaires à la desserte à l'intérieur du périmètre de son chantier et d'en assurer la démolition et l'évacuation en fin de travaux.

L'entrepreneur devra la fourniture et la mise en place d'installations de chantier y compris les raccordements en fluides divers (électricité-téléphone-adduction d'eau-évacuations EU-EV) destinées aux besoins de ces personnels (bureaux, vestiaires et sanitaires).

Le titulaire devra prévoir les coffrets électriques nécessaires au chantier avec 4 prises DD 30 mA et un coffret base vie. L'installation et la vérification par un organisme agréé est à la charge du titulaire.

Il est de l'entière responsabilité de l'entrepreneur de définir les besoins en bureaux, vestiaires et sanitaires nécessaires à ses personnels, en fonction de l'effectif des personnels qu'il prévoira pour les travaux et en appliquant les dispositions du code du travail.

Il sera mis en place au minimum 1 bungalow sanitaire, 1 vestiaire/réfectoire et 1 salle de réunion.

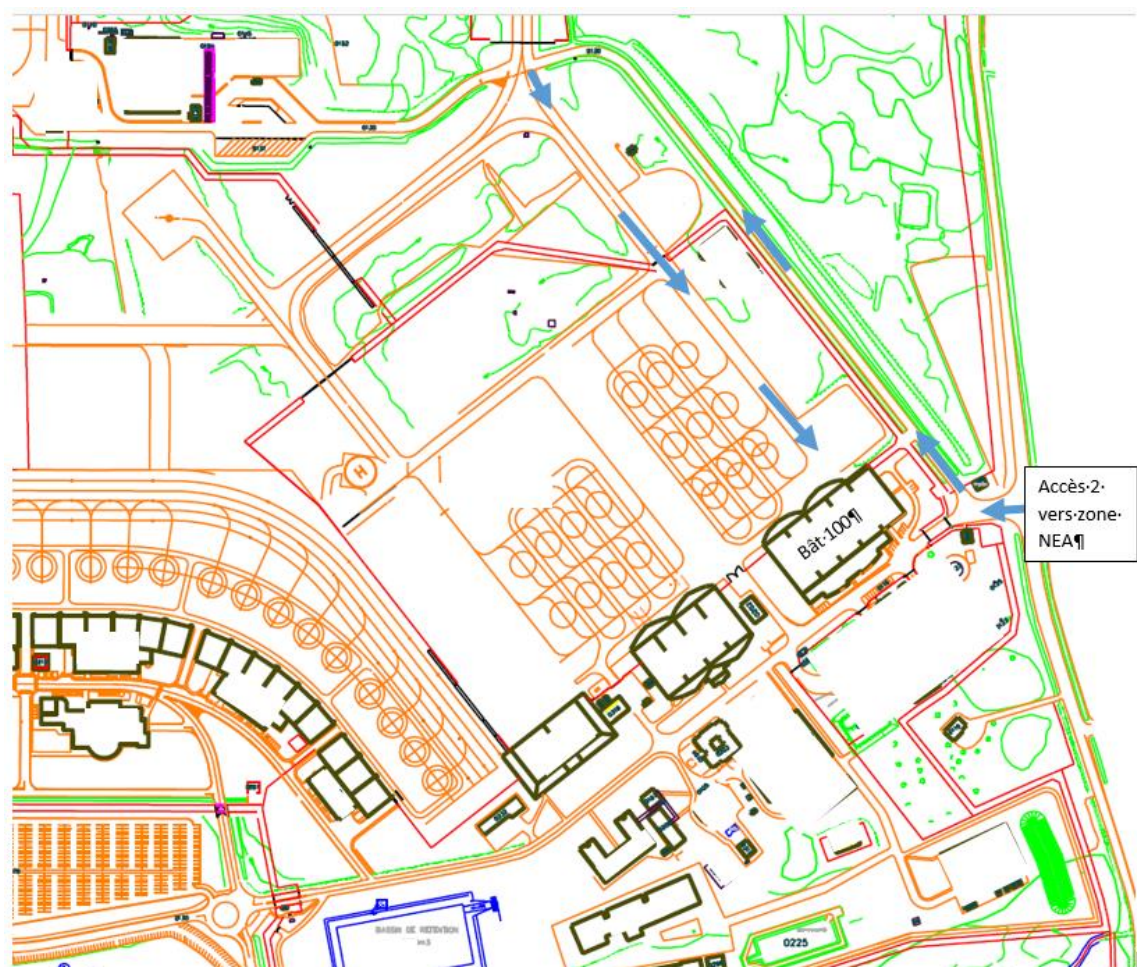


L'emplacement sera conservé pendant toute la durée des travaux des 2 phases de la TF et de la TO.

L'entrepreneur ne disposera pas de sanitaires et de locaux divers (bureaux et réfectoires) fournis par l'administration. Le titulaire ne pourra se servir des locaux des bâtiments pour l'installation de chantier.

Le titulaire devra à sa charge pendant toute la durée du chantier y compris la PP, les bungalows nécessaires aux besoins du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS.

22.4. - Accès à la zone des installations de chantier et des travaux pour la tranche ferme et optionnelle



22.5. - Clôture et protection du chantier

Le balisage et la signalisation sont obligatoires de jour comme de nuit et incombent au titulaire. L'entrepreneur isolera le chantier, y compris les fouilles, des incursions du public.

L'entrepreneur réalisera le balisage et la protection du chantier en tenant compte des considérations suivantes :

- de la proximité des bâtiments et ouvrages environnants,
- des voies de circulations maintenues en service.

A cette fin, il devra la pose, l'entretien des éléments de protection suivants et dans les conditions suivantes :

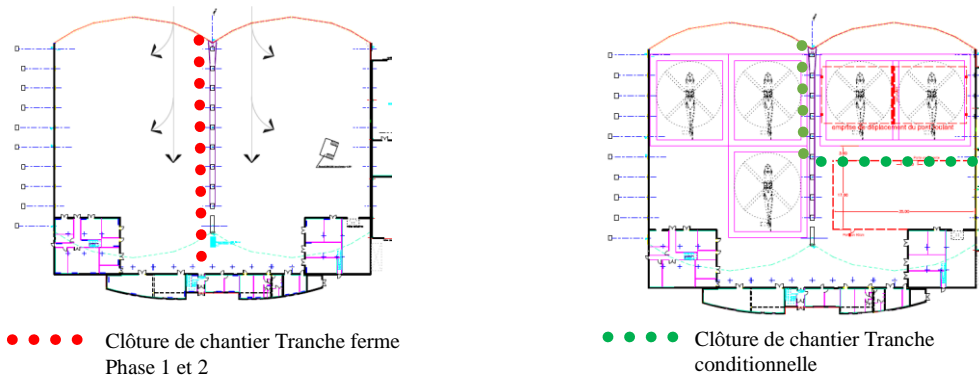
- en permanence pendant toute la durée du chantier
- 1 clôture de chantier autour de la zone de travaux à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment, voirie comprise y compris réseaux, zone de stockage et divers bungalows.

La clôture de chantier sera constituée :

- par des panneaux amovibles de hauteur mini 2m, avec une porte pour le personnel et les véhicules. Porte condamnable par serrure.

Toutes les dispositions prises seront soumises à l'approbation du maître d'œuvre.

Implantation envisagée des clôtures suivant les différentes phases.



Les portes du hangar permettront l'accès et la clôture/portail du chantier

Les barrières extérieures côté zone Aéro seront équipées de guirlandes LED's.

22.6. - Affichage de chantier

Une signalisation par panneaux de chantier provisoires est mise en place aux abords des installations de chantier et des zones des travaux.

Cette signalisation comprend tous les panneaux nécessaires à la sécurité des usagers de la route et du personnel de chantier (panneaux de limitation de vitesse, travaux, sortie de poids lourds...).

Le titulaire devra :

- au début du chantier : la mise en place de panneaux de signalisation et d'indication depuis l'axe principal d'accès au régiment en amont du rond-point, afin de pouvoir diriger facilement les livreurs sur le chantier ;
- en fin de chantier : la dépose des panneaux de signalisation indiquées ci-dessus ;
- pour toutes les phases des travaux les panneaux obligatoires de sécurité autour des zones des travaux.

22.7. - Règles de circulation

Les véhicules et le personnel des entreprises ne sont pas autorisés à se déplacer sur l'emprise militaire à des endroits autres que ceux concernés par les travaux.

L'administration militaire se réserve le droit de retirer, temporairement ou définitivement, l'autorisation d'accès à toute personne n'ayant pas respecté les règles de circulation.

22.8. - Contraintes de fonctionnement

Les contraintes majeures à prendre en compte par le titulaire sont les suivantes :

- la protection des personnes contre les risques et les matériels ;
- le maintien des activités opérationnelles du 4^{ème} RHFS, du CAST et du NEA.

22.9. - Accès au site, à la zone des travaux et livraisons

L'entrepreneur tiendra compte pour la remise de son offre des contraintes spécifiques suivantes.

La période prévue pour la réalisation du chantier sera concomitante avec des autres chantiers sur le quartier du CES DE ROSE.

Horaires d'accès à la zone des travaux :

Les horaires d'usage sont :

- du lundi au jeudi de 08h00 à 12h00 et 13h00 à 17h00
- Le vendredi de 8h00 à 12h00

Possibilité de travailler exceptionnellement le vendredi après-midi après validation de la demande par les formations.

Livraisons :

La livraison de matériaux et matériels se fait durant les heures d'ouverture du site et de la zone des travaux et sous la responsabilité du titulaire. Ce dernier gèrera les livraisons depuis l'entrée sur le site jusqu'à la zone du chantier. Il viendra accueillir les livreurs et fournisseurs au portail d'entrée sur le site.

Le non-respect des consignes mentionnées ci-dessus pourra entraîner l'interdiction, sans préavis, d'accès au site. L'impact financier et calendaire sur le déroulement des travaux relève de la responsabilité des entrepreneurs qui ne pourront prétendre à une prolongation de délai ou un dédommagement.

Pour information, la route d'accès au site est saturée le matin jusqu'à 8h30. Il est préférable pour les livraisons de les prévoir après 9H00.

Les livraisons avant 7H30 sont aussi envisageables après validation de la demande par les formations.

22.10. - Conservation du domaine militaire

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la conservation en état des ouvrages existants (réfection, protections), même si ces travaux ne sont pas explicitement décrits dans le présent CCTP.

En cas de détérioration imputable à l'entreprise, celle-ci devra la remise en état ou le remplacement à l'identique des ouvrages détériorés.

22.11. - Evacuation des matériaux

L'évacuation à la décharge publique des gravois et autres matériaux est à la charge de l'entreprise.

Pour des raisons de sécurité aérienne, les déchets seront, obligatoirement, entreposés dans des bennes équipées d'un système de fermeture (couvercles, filets...)

Une zone de déchets et de gravois accessibles par véhicule PL sera définie au cours de la période de préparation de chantier.

Tous les entreprises concernées par les gravois devront réaliser un tri sélectif des déchets.

Les rotations des bennes seront calculées en fonction du taux de remplissage de chacune. Le titulaire devra la fourniture et l'enlèvement, pendant la durée d'exécution du marché de toutes les bennes et conteneurs nécessaires à l'évacuation de tous les gravois.

L'ensemble de ces installations sera sous la responsabilité du titulaire, elles feront donc l'objet d'une surveillance, afin que les installations soient maintenues en parfait état de marche et de propreté et afin que la collecte sélective des déchets soit assurée. Une sensibilisation aux différents sous-traitants sera assurée au début du chantier et des pictogrammes indicateurs seront installés au droit de chaque benne.

22.12. - Stockage

L'entrepreneur pourra installer sur place des aires de stockage. Afin de pouvoir répertorier les emplacements disponibles, il devra visiter les lieux avec le représentant du maître d'œuvre et le coordonnateur « SPS ».

La zone de stockage des matériaux sera définie lors de la période de préparation d'un commun accord par le représentant du maître d'œuvre et le coordonnateur « SPS ».

Pour des raisons de sécurité aérienne, les aires de stockage en extérieur sur la zone aéroportuaire seront à proscrire.

Suivant les volumes considérés, les terres excavées, notamment, lors de la réalisation des fondations du pont roulant, seront à évacuer à l'avancement des travaux.

ARTICLE 23. - PERMIS DE CONSTRUIRE

Sans objet.